

# PROJET RRM « KISILI » FINANCÉ PAR USAID/OFDA & FFP

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS  
SUITE AUX DEPLACEMENTS INTERNES, RAPATRIÉS ET RETOURNÉS DES POPULATIONS

DANS LA COMMUNE DE HARIBOMO,  
CERCLE DE GOURMA RHAROUS,  
RÉGION DE TOMBOUCTOU DU 11 AU 15 NOVEMBRE 2017



## CRS MALI

Représentant Résident  
Niek de Goeij  
00.223.7640.9300  
niek.degoeij@crs.org

Coordinateur des Programmes d'Urgences  
Lamine Diallo  
00.223.82.00.90.83  
lamine.diallo@crs.org

## I. INTRODUCTION

### A. CONTEXTE :

Suite à une alerte reçue et confirmée après vérification, CRS après une communication coordonnée avec OCHA et les autres acteurs humanitaires dans la région de Tombouctou, a confirmé son positionnement le 07 novembre 2017 pour conduire une évaluation rapide multisectorielle ciblant les déplacés internes, rapatriés et retournés confirmés par cette alerte. Ces populations déplacées interne, rapatriés et retournés ont été accueillies dans la commune rurale de Haribomo par les maires des communes rurales de Haribomo, de Lafia et celui de Bourem-Inaly et sont installées sur le site de SAMEDE, DJEDJEFOU et KASSAN-TADJALALT fuyant les tensions sécuritaires intempêtes.

En effet, des informations provenant de la mairie de la commune de Haribomo, reçues par CRS le 31 octobre 2017 ont indiqué des mouvements de population dans cette commune de Haribomo. Ces mouvements signalés des populations concernent des rapatriés et des PDIs qui sont arrivés respectivement suite à des affrontements armés survenus à Boni et à N'Dacki situés à la frontière du Mali avec le Burkina-Faso. Il s'agirait d'un retour spontané de ses ménages selon les informations collectées auprès du chef de site de Samede. Le bureau du HCR Tombouctou saisi sur la question le 1er nov.-17 n'indique aucun retour organisé de populations réfugiées vers cette zone pendant la période concernée par ces mouvements. Par ailleurs, suite à des tensions et incidents sécuritaires dans le Gourma intérieur vers le sud-ouest de la commune de Soumpi dans le cercle de Niafouké, des PDIs se sont déplacés dans la commune de Haribomo. Ces PDIs comptent en leur sein plusieurs anciens rapatriés du camp de M'BERA en Mauritanie.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet USAID-RRM-KISILI 2.0, financé par l'USAID (OFDA & FFP), le CRS avec son partenaire local ASG, et avec la participation du Service Local du Développement Social de Rharous ont conduit une évaluation multisectorielle du 11 au 15 Novembre 2017. Cette mission d'évaluation a ciblé 490 ménages.

### B. PROFIL DE LA COMMUNAUTE TOUCHÉE / METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION :

Les communautés affectées par le mouvement, à savoir les populations déplacées et les familles d'accueil, sont constituées par des Tamasheq et Sonhaï avec des habitudes sociales communes. Le travail occasionnel, l'artisanat, le travail agricole, l'élevage, le petit commerce demeurent les principales activités économiques des ménages ciblés par l'évaluation. Des données collectées et les observations sur le terrain, les résultats de cette évaluation présentent les ménages concernés en deux groupes comme suit :

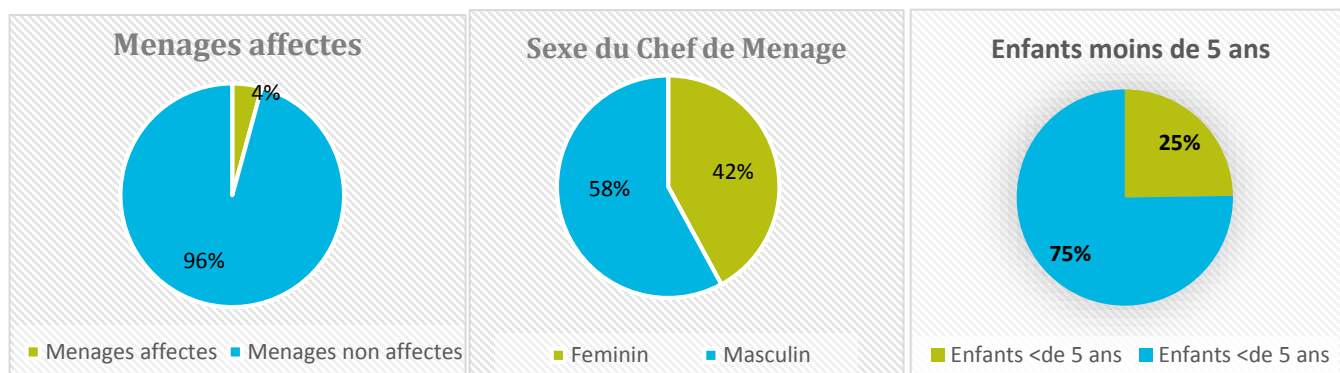
- Au niveau de KASSANE-TADIALALTE et de DJEDJEFOU : Situés respectivement à 17 et 20 km à l'ouest de Koriome sur la rive droite du fleuve Niger, **les constats de l'évaluation révèlent la présence d'un taux important des ménages hôtes qui « semblent s'être faits enregistrés » comme des PDIs. Ainsi, se confondant à cette catégorie des ménages, le traitement des données relatives à ce premier groupe de populations (populations hôtes et ménages PDIs) ne fournira pas, pour ce fait, une analyse sur les besoins spécifiques des PDIs au niveau de ces sites.**
- Au niveau du Site de SAMEDE : Situé à 6 km, après la traversée du fleuve Niger à Tombouctou en allant vers Bambara Maoudé, ce site accueille 145 ménages avec 17% d'anciens rapatriés et de 83% retournés des localités frontalières du Mali avec le Burkina Faso, dont N'daki qui se sont regroupés autour d'un point d'eau (puit moderne non protégé) déjà existant. **La situation des ménages évalués par site se présente comme suit :**

Village/Site	Ménages évalués	% Ménages/ Site	Composition
Djedjefou	224	46%	PDIs et Populations hôtes
Kassan -Tadialalt	121	25%	PDIs et Populations hôtes
Samede	145	29%	Rapatriés et Retournés
Ensemble	490	100%	

Les statistiques définies dans les tableaux et graphiques ci-dessous sont basées sur les données collectées sur le terrain, les informations collectées auprès de la mairie de la commune et le RGPH du Mali de 2009, et pour les deux groupes de sites :

**1. Informations démographiques sur la population ciblée par l'évaluation à SAMEDE (145 ménages) :**

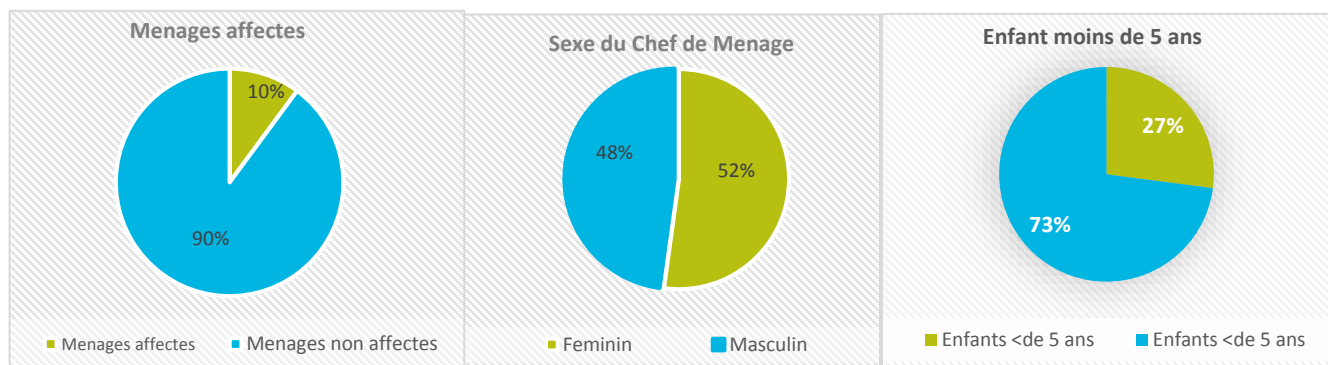
Population Totale	Personnes Touchées	Nombre de ménages dans la zone affectée	Ménages Touchés	Femme Chef de Ménage	Homme Chef de Ménage	Enfants de moins de 5 ans	Personnes Handicapées	Personnes de 60+ Ans	Nombre de femmes enceintes	Nombre de femmes allaitantes
20442	972	3407	145	61	84	263	38	140	51	92



Dans le site de Samede, les menages ciblés par l'évaluation represente 4% de la population actuelle de la commune.

**2. Informations démographiques sur la population ciblée par l'évaluation à KASSANE-TADIALALTE et de DJEDJEFU (345 ménages) :**

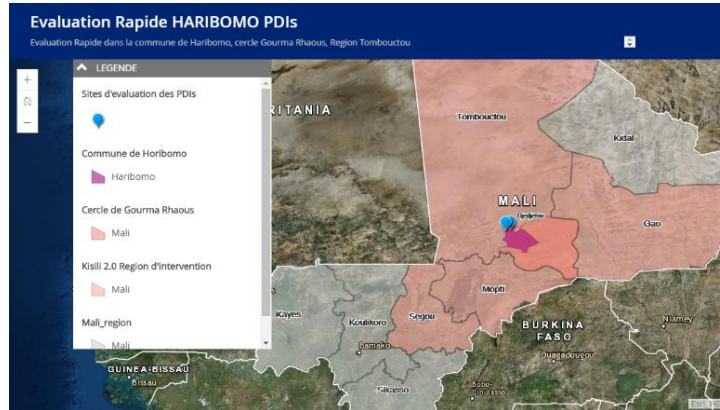
Population Totale	Personnes Touchées	Nombre de ménages dans la zone affectée	Ménages Touchés	Femme Chef de Ménage	Homme Chef de Ménage	Enfants de moins de 5 ans	Personnes Handicapées	Personnes de 60+ Ans	Nombre de femmes enceintes	Nombre de femmes allaitantes
20442	2336	3407	345	180	165	578	136	373	201	261



Les menages ciblés dans ces sites, cités ci-haut, representent 10% de la population actuelle de la population de la commune. Cependant, comme annoncé initialement concernant la presence des ménages hôtes qui se sont fait enregistrés comme des PDIs en se confondant à cette catégorie, il ressort de l'enquetes, des informations fournies/traitees, parmi ces 345 menages de Kassane-tadialalte et de Djedjefou, que 98% sont des PDIs.

## C. SITUATION SECURITAIRE & ACCES HUMANITAIRE : (lien) CARTE

La commune de Haribomo est située à 25km à l'Est de la commune de Bambara-Maoude, cercle de Gourma-Rharous, région de Tombouctou. Les localités concernées par cette évaluation sont situées au bord du fleuve Niger et sont distantes du chef-lieu de la commune de 65km pour Samede, et en moyenne 76km pour Kassane-Tadialalte et Djedjefou.

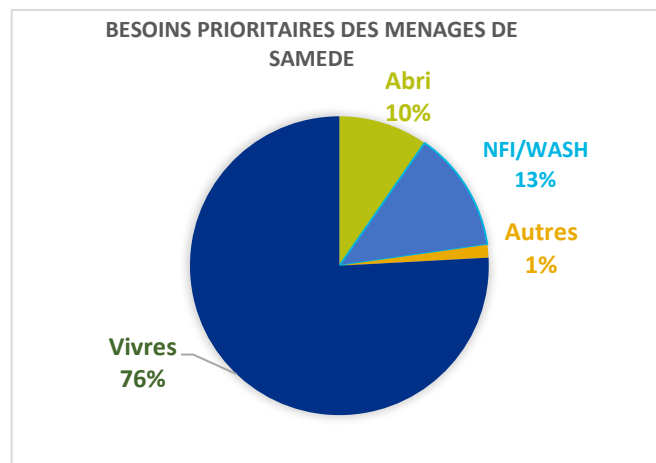
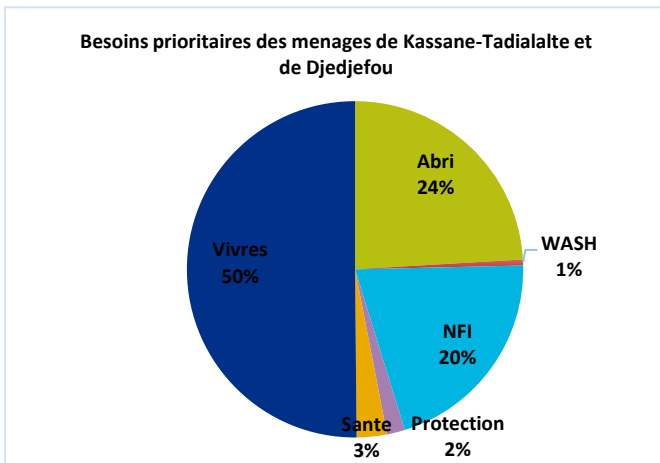


Les localités sont accessibles à partir de Koriomé à Tombouctou, par pinasse en ce qui concerne Kassane-Tadialalte et Djedjefou par véhicule après la traversée du fleuve par le bac à Koriomé pour ce qui concerne Samede. A l'instar de la région de Tombouctou en général, la situation sécuritaire reste très volatile dans la commune de Haribomo. Cependant la situation sur les sites de Kassane-Tadialalte et de Djedjefou situés au bord du fleuve sont relativement plus calme que vers le site de Samede situé sur un axe qui enregistre régulièrement des incidents dont des braquages, l'enlèvement de véhicules et le dépouillement des occupants de leurs biens matériels.

## II. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION RAPIDE :

### A. BESOINS PRIORISÉS

En termes de fournitures de détails sur les dites, le présent rapport indiquera pour chacun des deux groupes de sites, les besoins priorités au niveau de chaque site. Cependant, au niveau de l'analyse détaillée par secteur, il s'appesantira sur le site de Samede. Sur le Site de Samede accueillant des populations rapatriées et des populations retournées, de l'évaluation, il ressort que les besoins prioritaires sont les Vivres (76%), le NFI/WASH (13%) et les Abris (10%). Sur les sites de Kassane-Tadialalte et de Djedjefou, ces besoins prioritaires sont : Vivres (50%), Abris (24%) et NFI (20%). Les analyses sectorielles suivantes portent uniquement sur le site de Samede.

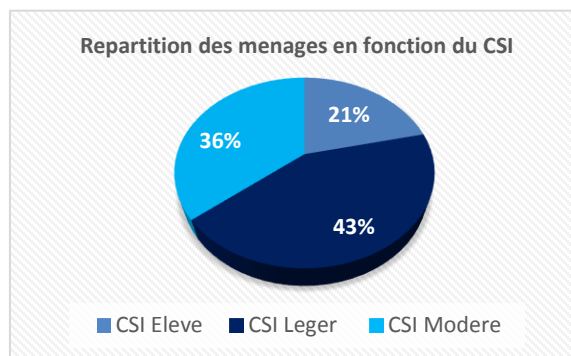
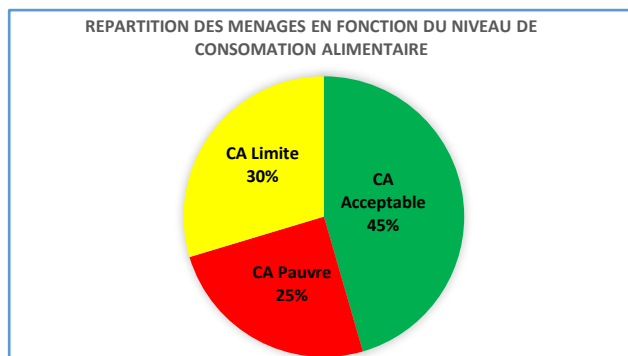


### B. BESOINS HUMANITAIRES PAR SECTEUR :

#### B.1. Sécurité Alimentaire :

L'assistance alimentaire, avec 76%, constitue le premier besoin identifié par les ménages ciblés par l'évaluation sur le site de Samede. A la date de l'enquête, sur l'ensemble des populations enquêtées, 73% ne disposent pas de stock alimentaire suffisant pour la survie du ménage. Ainsi, 25% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et 30% ont une consommation alimentaire limitée (cf. graphique ci-dessous). Pour les 27% qui disposent de stock alimentaire, ils signalent pouvoir tenir, en tenant compte de leur habitude alimentaire, en moyenne 3 semaines. L'enquête ici a révélé que 50% des ménages prennent « deux repas par jour » et 16 % ne prennent que « un repas par jour ».

L'importance du besoin d'assistance alimentaire, dans le court et moyen termes, pour ces populations est également confirmée par l'analyse « sommaire » de l'indice de stratégie de survie (CSI) alimentaire qui montre qu'à la période de l'enquête, environ 21% des ménages ont un CSI Elevé et 36% des ménages ont un CSI Modéré. (cf. graphique ci-dessous). Celui-ci est Legé pour 43% des ménages. Avec la crise qui les a conduits aux rapatriements spontanés et a un retour sur leur site, leur activité économique (petit commerce, artisanat, élevage, etc.) a été impacté pour (82%) des ménages. Et cette situation joue négativement sur le pouvoir d'achat des ménages et par conséquent sur leur capacité à assurer une sécurité alimentaire suffisante dans le ménage. Une intervention alimentaire contribuera à soulager leurs besoins alimentaires urgents.

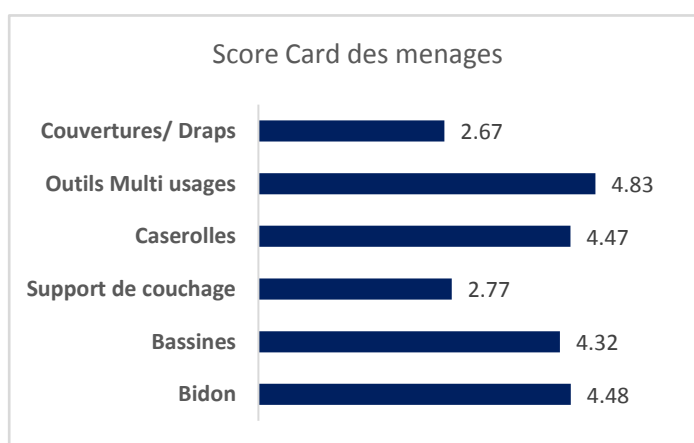


## B.2. NFI/WASH:

Le besoin dans le secteur des non alimentaires a été la 2eme priorité des ménages avec 13%. La moyenne générale du score card NFI est de 3.92, ce qui est au-dessus du seuil d'intervention de 3,8.

Une analyse plus approfondie dans ce secteur montre que les préoccupations majeures de ces menages portent sur les outils multi usages avec un score de 4.83, les casseroles/marmites avec un score de 4.47, les recipients de stockage d'eau (Bidon avec un score de 4.48, les bassines avec un score de 4.32) comme indiqué par le graphique ci-contre. Une intervention complémentaire dans ce domaine contribuera d'une manière à améliorer les conditions d'habitations et de vie des ménages. Dans le secteur Wash, il ressort que 88.33% de ménages sur ce site consomment l'eau des « Puits non protégés », 99.17% des ménages ne traitent jamais cette eau avant de la consommer. Avec les risques potentiels a ce type de consommation d'eau, une fourniture en aquatab permettra aux ménages de traiter cette eau.

L'enquête a indiqué que la teneur moyenne de clore dans les eaux consommées est de 0,40% et que 50% ne connaissent pas les moments critiques du lavage des mains au savon. De ce fait, une sensibilisation au traitement de l'eau avec autres méthodes (bouillir, filtrer, etc.) sera bénéfique et durables pour ces ménages. Par ailleurs, il n'existe quasiment pas de latrine et beaucoup défèquent à l'air libre. Des sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiène, comme les moment critiques de lavage des mains, les conséquences d'une défécation à l'air libre, etc. pourraient être complétées par la distribution de NFI. Il a été noté que le site de Samede dispose d'un point d'eau fonctionnel mais ce point d'eau n'est pas protégé.



## B.3 Abri :

Sur les 145 ménages évalués à Samede, 70% vivent sous des tentes traditionnelles, 18% sous des abris individuels improvisés, 12% dans des sites collectifs. De manière globale sur l'état de leur abris, 36% de ces ménages estiment que leurs abris sont en « mauvais état » et 62% des ménages estiment que leurs abris sont « Partiellement endommagés ». En termes de priorité, ce besoin en abris est la troisième priorité pour 10% des ménages qui sont dans un besoin urgent dans ce secteur. Les bâches ont été particulièrement sollicitées (39%). Une assistance urgente est nécessaire dans ce secteur pour cette population déplacée afin de lui permettre d'avoir accès à des abris, surtout avec cette période de froid qui a commencé.

#### B.4. Autres secteurs :

SECTEUR	Besoins Humanitaires	Réponses Fournies	Gap à Combler	Autres Informations
<b>Moyens de Subsistance</b>	82% des répondants des ménages enquêtés ont affirmé que leurs activités économiques ont été impactées par la crise.	Aucune action constatée par l'enquête.	Un appui est nécessaire pour aider cette population à assoir des activités génératrices de revenus pour la subsistance des ménages.	L'enquête a permis d'identifier les principaux secteurs qui étaient sources de revenus pour ces ménages. Le travail occasionnel (17%), l'artisanat (22%), le travail agricole (6%), l'élevage (16%), le petit commerce (14%) constituent les principales activités économiques des ménages ciblés par l'évaluation. 23% ménages enquêtés ont déclaré n'entreprendre aucune activité génératrice de revenu au moment de l'enquête.
<b>Santé</b>	Dans ce secteur, quasiment 100% des répondants des ménages sur le site de Samede affirment avoir accès à un centre de santé. Le Centre de Santé le plus fréquenté par cette population est le Centre de Santé Communautaire de Toya, situé à une distance moyenne de 11 km du site. Les maladies les plus traitées dans ce centre sont des maladies liées au manque d'hygiène et à l'eau (maladies diarrhéiques, toux et pneumonie...), le paludisme, les cas de malnutrition.	Le CSCOM de Toya offre les prestations sanitaires.	Le CSCOM fréquenté par la population ciblée a des difficultés liées la rupture en stock de médicament et une insuffisance de salle de soins au regard de l'affluence.	Le CSCOM de Toya est fonctionnel et dispose de personnel. Ce centre de santé reçoit les jours de foire hebdomadaire de la localité.
<b>Protection</b>	Sur le Site de Samede, l'enquête n'a pas révélé des problèmes majeurs de protection et aussi ne s'est pas trop penché en profondeur sur le sujet. Sur les sites de Kassane-tadialalte et de Djedjefou, la volonté de la population d'accueil à se faire enregistrer comme PDI a entravé la bonne tenue d'une évaluation ciblant spécifiquement des populations en mouvement.	Aucune action n'a été constatée par l'enquête.	Il est important de passer des sensibilisations sur le ciblage de ménages aux populations, les vivres ensemble, la cohésion Sociale. Un enregistrement plus transparent des PDI avec les leaders des communautés hôtes est vivement recommandé.	L'ONG NRC a entrepris une mission d'analyse spécifiquement axé sur la protection.
<b>Education</b>	Au sein la population évaluée sur le site de Samede, 138 enfants sont âgés de scolarisation (6-17) dont 53 filles et 85 garçons. 75% des répondants affirment que leurs enfants ne fréquentent pas l'école. Et les principales raisons évoquées sont : Interruption suite aux déplacements (37%), Manque de moyen financier avec le déplacement (31%), Ecoles	Aucune réponse n'a été constatée par l'enquête.	Sensibiliser les parents sur l'importance de fréquentation de l'école. La cantine scolaire pourrait être une alternative pour maintenir les enfants déjà inscrits et rehausser le niveau de scolarisation des enfants de la communauté.	Certains des enfants qui fréquentaient l'école dans les camps de réfugiés, ont été inscrits par leurs parents à l'école la plus proche de site de Samede, celle de la localité de Hondoubomo situé à environ dix (10) km.

	d'origine fermées (12%) et Ecoles d'accueil fermées (18%)			
--	---	--	--	--

### C. ANALYSE DU MARCHÉ :

Les populations de zones ciblées par l'enquête fréquentent essentiellement les marchés (hebdomadaires) de Toya et celui de Dagna situés à une distance moyenne de 11 Km pour s'approvisionner en produit divers. Le marché local n'est pas totalement fourni pour absorber et répondre au besoin d'une réponse d'envergure en vivres et non-vivres. Les commerçants locaux s'approvisionnent pour la plupart sur le marché de Dire et le marché de Tombouctou.

Sur le marché local, bien vrai que certains articles NFI/WASH existent, les enquêtés estiment qu'ils ne sont pas de bonne qualité (75%) et qu'en cas de réponse avec cette dite qualité, leur quantité est jugée « peu suffisante » par 78% des ménages. Quant aux vivres, 61% estiment que le marché ne peut pas couvrir une réponse d'une grande ampleur, car la disponibilité étant jugée « peu suffisante ». Par conséquent, les intervenants devront en tenir compte. A l'instar de nombreuses localités, les forains sont aussi victimes essentiellement de braquage (38%) et enlèvement des biens (43%) qui constituent les incidents de sécurité majeures qui les affectent.

### III. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS :

A l'issu de cette évaluation, les recommandations suivantes sont formulées :

- Une intervention rapide est nécessaire dans le secteur alimentaire afin de permettre aux 145 ménages installés à Samede de satisfaire ses besoins alimentaires urgents ;
- Une distribution de kits NFI/WASH contribuera à améliorer les conditions d'habitations et de vie des ménages installés à Samede ;
- Dans le secteur de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement ; il est recommandé de protéger le point d'eau disponible à Samede. Eduquer et sensibiliser les populations sur les bonnes pratiques en matière du WASH (lavage des mains au savon, le traitement et le stockage de l'eau), la distribution des récipients de stockage de l'eau de boisson et l'installation des latrines transitoires et sensibiliser sur leur utilisation ;
- Une assistance est nécessaire dans le secteur des abris (surtout avec les bâches) pour cette population afin de lui permettre d'avoir accès à des abris, surtout en cette période de froid qui a commencé ;
- Dans le domaine des moyens de subsistance, l'enquête à identifier globalement les différentes activités génératrices de revenus. Cependant une enquête sur les moyens d'existence sera mieux indiquée pour ces populations constituées essentiellement de retournée (83%) et rapatriés (17%).
- En cas d'identification et enregistrement des personnes déplacées, pour la plupart dans les ménages hôtes, il faudra adopter une meilleure stratégie d'enregistrement tout en préservant la consolidation de la cohésion sociale au sien de la communauté. Ainsi, des discussions peuvent être menées avec Services et structures d'accueil notamment ceux du Développement social, les autorités communales et les leaders communautaire ;
- Ainsi, pour le cas des 345 ménages de Kassane-tadialalte et de Djedjefou, l'équipe recommande de conduire des discussions avec le développement social de Rharous. A moins que l'intervention ne veuille pas faire de différence entre Hôtes et PDI, il serait judicieux de pouvoir identifier ces PDI. ;
- Il est par conséquent, important de passer des sensibilisations sur le ciblage de ménages aux populations pour pouvoir fournir des listes fiables ;
- Dans pareil situation, le « Do No Harm » doit guider au final toute décision dans la localité, déjà « chaude » sur le plan sécuritaire.